**Modèle courrier-type prestation serrurier mal réalisée**

**et prix de la prestation déraisonnable**

**Nom de l’entreprise**

**Adresse**

**Paris, le**

***V/ REF :* (Numéro de facture ou de client)**

***Lettre recommandée avec accusé de réception***

**Objet : Mise en demeure**

Madame, Monsieur,

Le (**date**), j’ai fait appel à vos services pour ouvrir ma porte d’entrée suite à la perte de mes clés.

**RELATER LES FAITS** *(Exemple : Vous avez donc cassé ma serrure puis en avez installé une nouvelle. [ … ]. Je vous ai donc réglé la somme de \_\_\_\_\_\_\_ €.*

*Quelques semaines plus tard, j’ai constaté que la serrure était bloquée. J’ai donc contacté mon assurance qui a fait intervenir un serrurier le* (**date**) *Ce dernier a constaté que la serrure dysfonctionnait et a dû la recasser pour pouvoir ouvrir la porte.*

*Depuis ce jour, vous ne répondez plus à ma demande de remboursement de votre prestation qui n’a pas permis de régler la situation).*

Or, je vous rappelle que le contrat que nous avons conclu vous oblige à me dépanner en changeant éventuellement la serrure en échange d’un prix. Aussi, vous êtes soumis à une obligation de résultat c’est-à-dire que le dépannage effectué doit atteindre un but : celui de me fournir et installer une serrure en bon état de fonctionnement.

Pourtant, quelques semaines après votre dépannage, ma serrure a encore une fois cessé de fonctionner, ce qui prouve que vous n’avez pas rempli votre part du contrat (facture du nouveau serrurier et ses constatations à l’appui). Sachez que cette obligation de résultat emporte présomption de faute de votre part.

Aussi, nous vous informons qu’en agissant ainsi, vous êtes susceptible d’engager votre responsabilité contractuelle sur le fondement de l’*article 1231-1 du Code civil*.

De plus, nous vous rappelons, au regard du montant excessif que vous avez facturé pour votre intervention, que vous pourriez être poursuivi pénalement pour le délit d’escroquerie punissable de 5 ans d’emprisonnement et 375 000 € d’amende. Je n’hésiterai donc pas à avertir la répression des fraudes si vous ne donnez pas suite à cette correspondance.

**Aussi, compte tenu de ces éléments, je vous demande de bien vouloir me rembourser, SOUS DIZAINE, de la facture réglée d’un montant de *\_\_\_\_\_\_* € pour une prestation mal réalisée.**

**A défaut, je n’hésiterai pas à porter cette affaire sur le plan judiciaire et prendre à votre encontre toutes mesures propres à assurer la sauvegarde de mes droits.**

Vous devez de ce fait considérer cette lettre comme une mise en demeure de nature à faire courir tous délais, intérêts et autres conséquences que la loi – particulièrement l’*article* *1231-6* *du Code Civil* - et les tribunaux attachent aux mises en demeure.

Dans cette attente,

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

***Signature***